

Humilité et détermination

Pari gagné pour les socialistes du Finistère qui, après de longues années, avaient décidé d'organiser une rentrée politique et festive le 8 septembre au Relecq-Kerhuon. Le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec, a livré ses impressions sur cette journée sur son blog et rappelé les maîtres mots de la Fédération qui sont : **humilité et détermination.**



On se retrouve les manches !

« **H**umble eu égard à la proximité de notre échec national de 2017 mais détermination car, c'est déjà mon caractère, mais c'est surtout un enjeu crucial pour nos territoires que d'aborder les futures échéances avec cet état d'esprit », explique-t-il.

« En 2012 le PS Finistère comptait quelques 1200 adhérents. En septembre 2018 nous sommes quelques 600 à jour. Nous atteindrons probablement les 1000 à 1100 d'ici au 31 décembre. Est-ce donc là l'hémorragie tant parfois décrite ? Je n'en ai pas l'impression. »

Interrogé par les journalistes, Olivier Faure a d'ailleurs malicieusement laissé entendre que certaines défections de dirigeants en vue pouvaient se révéler positives.

« Et puisque je n'ai aucun souci avec les chiffres (cela n'a pas de sens de masquer une réalité) j'ai beaucoup de plaisir d'apprendre que nous avons eu la visite hier de nombreux sympathisants pour lesquels adhérer était encore une chose lointaine. Mais que le mirage Macron devenu réalité, a terminé d'achever leur réflexion de "passer le cap" et je ne suis pas peu fier d'annoncer que 14 cartes ont

été prises. Encore ce soir je reçois la confirmation d'une inscription en ligne. S'agit-il de se gausser de ces 14 citoyens qui franchissent le pas ? S'agit-il d'ignorer que le vent tourne et que l'heure est à notre responsabilité d'offrir une alternative ? S'agit-il, enfin, de condamner l'avenir d'un parti qui se relève et dont certains commentateurs voudraient qu'il soit, en septembre 2018, réparé, reconstruit, régénéré et avec un programme et une ligne ficelés ? Ceux qui vous vendront cela seront des bonimenteurs et cela ne ferait que frustrer encore plus le citoyen avec la politique. »

Le plus important, dans la période de reconstruction, c'est qu'une équipe fédérale est au travail.

Yohann Nédélec lance un appel à tous les sympathisants : « **Aux quatre coins du département des responsables vous attendent et sont prêts à vous accueillir pour écrire un nouveau chapitre, que notre volonté est un rassemblement de la gauche qui veut gouverner (et la présence de nombreux partenaires hier en témoigne), que si vous êtes prêts à vous mettre autour d'une table et de vous dire "je décide de me retrousser les manches et je vais devenir acteur" nous sommes là.** »

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 20/09/2018

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Un duel ? Non, un duo

Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron sont les meilleurs ennemis du monde. Ils se sont choisis réciproquement. Olivier Faure ne s'y est pas trompé en conclusion de son discours à la Fête de la gauche : le président de la République et le leader de la France insoumise ont une même volonté en commun : plumer la volaille socialiste. Car ces dirigeants de LREM et de LFI, qui, soit dit en passant, ont fait leurs classes au bureau national du Parti Socialiste, savent bien que l'alternance viendra du PS. Pas de lui seul, mais il y jouera un rôle essentiel car il peut être le point de jonction de la gauche qui veut réformer, qui veut agir et qui refuse de rester dans l'incantation et les effets de tribunes.

Emmanuel Macron tente de refaire « le coup » qui lui a permis d'être élu en faisant croire qu'il n'y pas d'autres choix que lui ou le chaos. Aux socialistes, maintenant, de relever le gant et de convaincre les électeurs qu'il existe, à gauche, une majorité pour réformer le pays.

PS29

Bienvenue chez les Bretons

L'an dernier, après les premières mesures prises par le gouvernement d'Édouard Philippe, il était encore possible d'invoquer le droit à l'erreur. Mais, en cette deuxième rentrée du quinquennat d'Emmanuel Macron, le doute n'est plus permis. Les orateurs qui se sont succédés à la tribune de la Fête de la gauche ont joué la même partition. Si les paroles n'étaient pas les mêmes, la musique était identique : nous sommes dans l'opposition à la majorité actuelle car elle mène une politique libérale. Les échéances électorales qui se profilent, Européennes et Municipales, auront une importance capitale pour le PS qui doit s'y préparer en défendant ses valeurs et en apportant des propositions qui seront le socle de l'alternance.



La situation de chacun nous importe

C'était d'ailleurs l'esprit dans lequel cette fête avait été organisée. Les organisations de gauche ont été invitées et Yohann Nédélec a salué la présence d'Ismaël Dupont, pour le PC et de Ronan Pichon pour EELV. En outre, de nombreuses associations tenaient des stands pour présenter leurs activités ou pour apporter leur expertise dans les ateliers participatifs, notamment sur la question des réfugiés, de la lutte contre toutes les discriminations ou le modèle agricole.

*Errare humanum est,
perseverare diabolicum*

En cette rentrée le gouvernement vacille. Depuis juillet, tout s'est accéléré, a rappelé Yohann Nédélec, citant pêle-mêle l'affaire Benalla, la démission de Nicolas Hulot ou la valse-hésitation sur le prélèvement à la source.

Si des doutes étaient permis, il n'en est plus de même aujourd'hui. Le seul qui

ne s'est pas renié, c'est Édouard Philippe a insisté Olivier Faure. **« Il mène avec Macron, la même politique libérale qu'il aurait mené avec Juppé. »** François Cuillandre l'a illustré en prenant l'exemple du logement social, durement frappé par les mesures prises par le gouvernement. **« Brest Métropole Habitat a perdu 3,5 millions d'euros avec la compensation de la baisse des APL. »** Cette somme ne sera donc pas investie dans le logement. **« Mais sommes-nous des marchands de sommeil ? Versons-nous des dividendes à des actionnaires ? Non. Et pourtant seul le logement social est visé par des mesures. »**

« Le seul qui ne s'est pas renié c'est Édouard Philippe. »

Fiers de représenter la gauche qui agit

Cette fête était celle de la gauche. La gauche qui change la vie, la gauche qui transforme. Yohann Nédélec a rappelé la victoire de Pierre Maille aux élections cantonales de 1998. Non pour en faire une commémoration mais pour montrer ce que peut faire une collectivité lorsqu'elle est dirigée par des socialistes. Depuis 20 ans, avec Pierre Maille, puis Nathalie Sarrabezolles, le Finistère mène des politiques audacieuses et ambitieuses pour développer les solidarités. **« Avant, c'était simple, on avait affaire à des cantonniers qui s'occupaient de leur canton »,** a rappelé la présidente du groupe de la majorité au Conseil départemental, Armelle Huruguen. **« Pierre Maille a tout changé, en expliquant que, par le mode de scrutin, nous étions élus d'un canton mais que nous devons avant tout être des conseillers départementaux, avec une vision finistérienne. »**



Le logement social est attaqué

« Nous savons qui nous sommes », a insisté Nathalie Sarrabezolles.

« Humanistes, nous croyons au collectif, à la liberté, à l'égalité, à la laïcité et au pacte républicain. Nous avons de la considération et du respect pour toutes et tous. Chacun nous importe et la situation de chacun nous importe. Pour nous, il n'existe pas de hiérarchie entre les êtres humains. »



Le PS allie opposition et propositions

Au Conseil départemental, la gauche continue de porter des politiques qui permettent de faire vivre les valeurs de solidarité, de proximité et de justice sociale, a rappelé sa présidente, Nathalie Sarrabezolles. Le Département intervient quotidiennement auprès des Finistériens les plus vulnérables, qui vivent dans la détresse et la misère. **« Non, on ne claque pas un pognon de dingue dans les politiques de solidarité. Et si la théorie du ruissellement fonctionnait, on en verrait déjà les effets. Non, les propriétaires n'adaptent pas spontanément leurs logements pour qu'ils puissent accueillir des personnes en situation de handicap. »**

À la Région aussi, la majorité défend les valeurs de gauche. **« Nous devons offrir une vision optimiste de l'avenir »,** a insisté Loïg Chesnais-Girard. **« Nous voulons assumer et oser l'utopie, même en situation de responsabilité. »** Pour le président du Conseil régional, quatre chantiers sont ouverts. D'abord, celui de l'Europe. **« Notre projet européen doit être assumé et expliqué. »** Ensuite, celui de la décentralisation. **« C'est plus qu'une vision, qu'un lobby d'élus locaux, c'est dans notre ADN. »** Elle constitue une solution pour répondre aux enjeux auxquels la Région est confrontée. C'est grâce à elle que pourra se retisser le lien entre les élus et les citoyens.

La transition écologique constitue le troisième chantier. On en parle depuis longtemps mais aujourd'hui, l'attente sociale est là et c'est notre responsabilité

d'inventer les solutions de demain. Et, enfin et toujours, la gauche doit s'attacher à faire avancer le progrès social qui est à la base du contrat qu'elle propose aux citoyens.

défendront l'idée de la co-détermination qui passe par un renforcement du poids des salariés au sein des conseils d'administration.

Socialistes, donc Européens

Il ne faut surtout pas tomber dans le piège, tendu par Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron qui consiste à expliquer que les élections européennes seraient un référendum anti-Macron ou alors qu'il n'y aurait que deux votes possibles : soit celui pour les eurosceptiques, soit celui pour les eurobéats. Car il existe une troisième voie, sociale-démocrate qui consiste à défendre l'idée européenne tout en dénonçant les orientations libérales de la Commission européenne présidée par Jean-Claude Juncker.



Les socialistes bretons parlent d'une seule voix



La décentralisation est dans notre ADN

Opposition constructive

L'opposition des socialistes est constructive, a souligné Olivier Faure. Comme l'an dernier les groupes parlementaires proposeront un contre-budget pour expliquer ce qu'ils feraient s'ils étaient en responsabilité. Aucune promesse faite en 2017 n'a été tenue. Ni l'exemplarité, ni la bienveillance, ni le pragmatisme ne sont au rendez-vous. La philosophie d'Emmanuel Macron est assez simple. On réduit le nombre d'élèves par classe au CP et ensuite, c'est la vie et le marché qui décident. Le chef de l'État considère que l'État a fait son travail et qu'il n'a plus à intervenir pour corriger les inégalités.

Sur tous les projets qui vont être discutés au Parlement, les élu.es du groupe socialiste vont s'opposer, lorsqu'il le faudra, mais surtout vont proposer. Si jamais la réforme institutionnelle revient devant le Parlement les socialistes défendront l'idée d'une République des territoires ou d'un droit d'amendement citoyen. Pour les retraites, ils feront valoir que nous ne sommes pas tous égaux et qu'il faudra tenir compte de l'espérance de vie et de la pénibilité.

Pour la loi PACTE, les élu.es socialistes



Nous avons une vision départementale

« Les socialistes s'opposent et proposent. »



Nous défendons un projet européen ambitieux

Il faut en finir avec les accords de Dublin car ils font peser la majorité de la charge sur les pays riverains de la Méditerranée. Pour nous, il faut que chaque pays prenne sa part dans l'accueil des réfugiés. Parce que vous parlez anglais, on vous renvoie en Italie, parce que votre famille est en Belgique on vous renvoie en Grèce. Tout cela est absurde et aboutit à ce que l'Italie accueille 600 000 personnes. Rien n'était organisé et c'est ainsi que Salvini est arrivé au pouvoir. Et lorsque c'est le désordre, il y a toujours des gens pour mettre de l'ordre. Mais cet ordre-là n'est pas le nôtre.

L'urgence de la transition énergétique appelle une mobilisation sans précédent. C'est pourquoi, les investissements dans les énergies renouvelables ou les transports propres ne devront plus être comptabilisés dans les 3% des critères de Maastricht. Voilà quelques exemples de propositions que les socialistes avanceront dans cette campagne européenne.

Pour Yohann Nédélec, l'ambition européenne des socialistes bretons passe aussi par une démarche originale, commune, proposée aux quatre Fédérations bretonnes qui vont proposer le ou la candidate qu'ils souhaitent voir figurer en position éligible sur la liste aux Européennes. Il serait en effet difficilement concevable que la Bretagne, qui est la région où le sentiment d'appartenance européenne est le plus important, ne soit pas représentée dans le groupe socialiste au Parlement européen.

Cette proposition vient compléter celle adoptée par le Conseil fédéral et rappelé par Forough Salami. **« Nous voulons qu'une plateforme européenne soit élaborée, que le candidat du PSE soit élu par les adhérents de tous les partis du PSE et que la liste, en France, soit validée par un vote militant. »**

Que de chemin parcouru par les socialistes du Finistère depuis 2017 ! Cette fête s'est déroulée, quasiment jour pour jour, (c'était le 4 septembre 2017) un an après l'annonce de la démission de l'ancien Premier secrétaire fédéral. François Cuillandre n'a d'ailleurs pas manqué d'ironiser sur le spécialiste auto-désigné d'astronomie qui, parlant de son ancien parti, évoquait un astre mort. L'astre brille encore et a montré, samedi au Relecq-Kerhuon, qu'il reste une force politique bien vivante qui entend bien encore se développer.



Des discours mobilisateurs

Socialistes en Finistère : Ancrage et perspectives

« Espérons que la participation de Jean-Michel Le Boulanger, maître de conférences en géographie et premier vice-président de la Région Bretagne chargé de la culture et de la démocratie régionale, et de Jean-Luc Richard, maître de conférences en sociologie, dans un évènement rassemblant des militants socialistes ne soit pas la dernière », s'est félicité Arnaud Platel, animateur de l'atelier.

Il faut dire que leur intervention lors de la Fête de la gauche du 8 septembre durant l'atelier « Socialistes en Finistère : ancrage et perspectives » a été un véritable succès d'audience. Autant que par l'intitulé de la conférence, les militants ont ainsi été intéressés par les propos des orateurs qui ont tous les deux convergé pour dire que l'histoire de l'implantation électorale des socialistes dans le département doit servir d'éclairage à leur réémergence.

Pour ce faire, Jean-Luc Richard a rappelé les particularités des socialistes en Penn-ar-Bed. Selon lui, ce qui explique leurs succès depuis les années 1970 sur un territoire qui ne leur était historiquement pas acquis réside dans leur capacité à tenir compte, dans leur gestion locale, de l'évolution des politiques menées au niveau national. De plus, il a souligné le fait que le phénomène de professionnalisation de la politique a moins touché le département que d'autres Fédérations socialistes.



Une histoire riche d'enseignements

De son côté, Jean-Michel Le Boulanger s'est penché sur les sujets que doivent se réapproprier les militants du Finistère. Parmi eux, la question de l'identité doit être un thème central. Non, comme il l'a indiqué, l'identité qui stigmatise et qui exclut, mais celle qui accueille et qui rassemble. Car, selon lui, il est possible de se sentir Breton tout autant que Français, Européen voire international.

En découle, au niveau régional, un intérêt prononcé pour la question décentralisatrice et notamment le droit à la différenciation, depuis longtemps réclamé par les élus régionaux. D'un point de vue supranational, il a rappelé avec force la nécessité de prendre à bras-le-corps le problème des migrants pour les accueillir dans des conditions dignes.

Il ne tient désormais qu'à nous, socialistes finistériens, de faire de ces paroles fortes tout autant de jalons pour notre Renaissance.

Une Europe de gauche est-elle possible ?

Il ne suffit pas de crier « L'Europe, l'Europe », en sautant sur sa chaise comme un cabri. Encore faut-il définir quelle Europe. C'est précisément ce qu'a tenté de faire Chantal Guittet dans l'atelier animé par Josselin Chesnel.

L'Union Européenne s'est construite sur l'idée d'une intégration économique et monétaire. Depuis 2009, on ne voit pas apparaître l'Europe sociale promise à plusieurs reprises car l'Union a toujours été dominée par la droite et que la seule promesse faite avait été celle d'une prospérité économique certaine.

Les participants à cet atelier se sont demandés si l'Europe de gauche qu'ils appellent de leurs vœux doit-elle être celle des petits pas ? Doit-elle être celle de la renégociation des traités européens ? Quel est l'intérêt des Européens à être ensemble ?

Pour les participants à cet atelier, l'Europe sociale est une nécessité.

Pour ne pas laisser prospérer la misère sociale, les marchés doivent être régulés. Cependant l'un des obstacles majeurs à l'harmonisation sociale, désirée mais jamais réalisée, réside dans le fait que les États ont collectivement choisi de conserver la prérogative et donc la compétence en matière de politiques sociales, même si l'on parle depuis peu de temps de "socle social européen". N'ayant jamais délégué à l'UE la compétence en matière de politiques sociales, cette dernière reste de facto malheureusement globalement impuissante à ce sujet.



Socialistes donc Européens

Toutes les enquêtes d'opinion l'attestent : les socialistes sont les plus pro-européens des Français, ce qui nous pousse à une certaine exigence vis-à-vis de l'Europe. Et les Bretons sont les plus européens des Français. D'où la responsabilité qui incombe aux socialistes bretons.

Le pouvoir de codécision du Parlement européen concerne de plus en plus de domaines et il convient de s'en féliciter même si celui-ci ne dispose toujours pas de l'initiative réservée à la Commission. Cela explique l'inaction de l'Union européenne en matière de fiscalité. C'est un combat particulièrement important que portent et continueront de porter les député.es de la délégation socialiste française au Parlement européen.

Sur des questions aussi importantes que l'agriculture ou la politique de défense, une Europe de gauche permettrait de mener des politiques bien plus ambitieuses.

Comment lutter contre les discriminations ?

Au quotidien, des associations luttent contre les discriminations et les inégalités. Deux d'entre elles ont accepté de partager leurs expériences : le CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles), représenté par Anne Graziana, et SOS Homophobies, représentée par Bruno Gonidou, dans un atelier animé par Rachel Nicolas.

SOS homophobies est une association nationale. Le nombre d'adhérent.es est en constante augmentation. L'antenne finistérienne vient de se créer. Elle réalise des actions de prévention et de sensibilisation, notamment dans les écoles. Au niveau national, SOS Homophobies possède une ligne d'écoute pour les personnes victimes de discrimination et peut, en outre, accompagner des victimes dans leurs démarches juridiques, voire se porter partie civile. Bruno Gonidou a rappelé qu'aujourd'hui les discriminations subies, au quotidien, par la population gay et transsexuelle sont encore nombreuses.

Cela va de refus de locations de logement à des agressions sur la voie publique.

Le CIDFF est une structure intégrée dans un réseau national, et développé notamment en 1981 à l'initiative d'Yvette Roudy, alors ministre déléguée des Droits des femmes, a rappelé Anne Graziana. Il réalise des actions surtout à destination des femmes, notamment dans des domaines de lutte contre les violences, mais également d'intégration professionnelle, d'accompagnement juridique, de santé...



La pédagogie contre les discriminations

Les femmes sont encore trop souvent invisibles dans l'espace public, dans les médias.

Les deux responsables associatifs sont intervenus sur les questions liées à la violence. Les derniers chiffres semblent montrer une augmentation, probablement due à une hausse effective des faits mais également une libération de la parole. Le sujet des violences demeure un problème majeur de notre société. Anne Graziana a rappelé la spirale dans laquelle de nombreuses femmes se retrouvent impliquées : un coup de poing/un bouquet de fleurs, une gifle/un week-end en amoureux... Certains hommes sont aussi concernés par les violences conjugales (4 % du public accompagné par le CIDFF).

Pour Bruno Gonidou, la violence peut être physique mais aussi verbale : « pédé » demeure une insulte courante dans les cours de récréation. D'où l'importance des actions de sensibilisation auprès des scolaires. Mais aussi auprès des policiers qui accueillent et orientent les victimes d'agressions.

S'engager aujourd'hui ?

« C'était mieux avant », entend-on souvent lorsqu'on évoque le militantisme et l'engagement. Mais, l'engagement n'a pas disparu. Simplement, les formes ont évolué, a expliqué Armelle Hurugen, dans l'atelier animé par Catherine Huon.

Il convient en préambule de rappeler que s'engager est tout d'abord un acte volontaire. Personne n'est obligé de s'engager !

Mais toutes celles et tous ceux qui le souhaitent peuvent le faire. La Loi 1901 garantit la liberté de pensée et d'agir en association, syndicat, parti politique, etc.

Cela peut-être pour des raisons personnelles, affectives, idéologiques... On peut s'engager pour soi-même et/ou pour les autres.

À une époque on naissait et on mourait communiste. L'engagement durait une vie et se transmettait de générations en générations. Aujourd'hui, la société

s'accélère et on est plus dans le « court-termisme », dans le zapping.

L'engagement est plus volatile et fluctuant. Cependant, l'individualisme ne tue pas l'engagement. De nombreux jeunes ont des causes qui leur tiennent à cœur, des projets pour lesquels ils sont prêts à s'investir.

Surtout, il faut arrêter de dire que certains ne s'engagent pas parce qu'ils n'ont pas ou n'auraient pas les moyens intellectuels suffisants...

En ce qui concerne la politique, il peut



De nouvelles formes d'engagement

être plus ou moins gratifiant, ou frustrant, au gré des résultats électoraux...

Des « collectifs » émergent mais ils ne sont pas structurés... Leur durée de vie est parfois éphémère ils correspondent souvent à une problématique qui a fait naître le collectif.

Quid des gens qui s'engagent ? On s'engage parce qu'on y trouve du plaisir, rapport don/réception, mais il y a un équilibre à trouver entre vie personnelle et engagement ! Comment s'engager (pour être élu) quand on fait les 3x8 ? Est-ce réservé aux enseignants ?

En ce qui concerne les mandats électoraux, il faut indéniablement faire évoluer le statut de l'élu et permettre à chacun de s'engager. En prenant toujours garde de bien concilier vie personnelle, vie professionnelle et vie militante. Car, on le constate de plus en plus, si la charge est trop lourde ou ingérable elle peut aboutir à des démissions en cours de mandat...

Les nouveaux militants doivent être formés, parrainés, encadrés.

Quel accueil pour les réfugiés en Europe ?

L'accueil des réfugiés en Europe est une question trop grave pour être laissée aux seuls populistes xénophobes qui l'instrumentalisent pour susciter la peur et le rejet. L'atelier animé par Dominique Henry a permis d'entendre les témoignages de militants associatifs, Jean Miossec, de l'association Digemer, et David qui leur viennent en aide au quotidien.

David a tout d'abord rectifié quelques contre-vérités émises par le gouvernement : à l'issue de ses visites dans des camps de réfugiés en Libye, Jean-Yves Le Drian avait signalé la bonne tenue de ceux-ci sous la supervision du CHCR, or celui-ci exprime clairement ses difficultés à inspecter les camps.

Emmanuel Macron lors de la crise de l'*Aquarius* s'était targué d'une France terre d'asile, or si en valeurs absolues nous sommes en seconde position européenne (après l'Allemagne) en ayant reçu 110 945 demandes d'asile pour 40 570 protections accordées en 2017, la France ne se place qu'à la 13^e place

si nous rapportons ce dernier chiffre au PIB ainsi qu'au nombre d'habitants.

Il est important de rappeler les risques pris. En 2017, on observait 1 mort en Méditerranée pour 60 arrivées en Europe, 1 pour 46 au 5 septembre pour l'année 2018. Cette même année, sur les 110 945 demandeurs d'asile en France 34,7% étaient des femmes, 65,3% des hommes et 19,3% des mineurs.

Le Finistère a enregistré 587 demandes d'asile. 278 protections ont été accordées soit un taux de 47%. En Ille-et-Vilaine ce taux est de 40%. 36%



Les associations se mobilisent pour les réfugiés

dans le Morbihan et 31% dans les Côtes d'Armor. La Bretagne ne se situe qu'à la 10^e position des 12 régions en recevant 3,3% des demandes d'asile françaises contre 32,5% en Île-de-France.

Les conventions prises entre la France et certains pays ayant des camps de réfugiés permettent aux représentants de l'*Ofpra* de rencontrer sur place les demandeurs d'asile puis de statuer sur la demande. L'intervention, effectuée dans le pays de rétention, est soumise à la législation de ce pays privant, dans certains cas, les demandeurs d'un droit de recours auxquels ils auraient droit en France.

La subjectivité des décisions prises par l'*Ofpra* interroge. Il existe des différences notables d'obtention importantes selon les régions où la demande est effectuée.

Digemer, qui intervient sur le Nord Finistère, est en recherche du prêt de logements auprès de particuliers ou des mairies.

En savoir plus : <http://associationdigemer.blogspot.com/>

Quel modèle agricole pour une nourriture saine ?

Le modèle agricole actuel n'est pas viable. Sans une intervention vigoureuse de la puissance publique pour réguler les marchés, le foncier et les installations des jeunes, le nombre d'exploitations va encore baisser avec des conséquences dramatiques pour l'emploi, l'aménagement du territoire et la qualité des produits. C'est ce qu'ont expliqué Jean-Luc Bleunven, agriculteur et ancien député, et Joël Kerglonou, de la confédération paysanne, dans l'atelier animé par Isabelle Montanari.

L'agriculture se trouve dans une impasse. «**La "cogestion" avec le syndicat majoritaire a des effets catastrophiques**», ont expliqué les deux intervenants.

La ligne productiviste défendue par la FNSEA conduit à une réduction du nombre des exploitations, une augmentation des surfaces et des difficultés d'installation pour les jeunes.

Et les solutions miracles se transforment bien souvent en mirage comme le fameux marché chinois qui devait permettre d'écouler la production bretonne.

Or, pour Joël Kerglonou et Jean-Luc Bleunven, pour répondre aux attentes des consommateurs mais aussi des citoyens, l'agriculture doit rester à taille humaine.

Tout est lié. La FNSEA refuse la régulation et prône le laisser faire.



En finir avec la co-gestion

La loi du plus fort, dans une économie mondialisée provoque des ravages. Déjà des terres sont abandonnées car le foncier est inaccessible pour les jeunes qui veulent s'installer. Or, une production de qualité permet aux agriculteurs de gagner leur vie.

Laisser la politique agricole se décider uniquement par la FNSEA est une aberration. «**Il faut que les consommateurs interviennent pour déterminer, avec les producteurs, le niveau de qualité qu'ils veulent**».

En janvier, les élections des représentants aux chambres d'agriculture seront déterminantes. Soit la fuite en avant vers le productivisme et le gigantisme des exploitations se poursuit, soit de nouvelles majorités arriveront, avec des élus qui n'attendent que ça, à mettre en place des mécanismes de régulation, d'aides à l'installation pour les jeunes et d'accès au foncier à un prix raisonnable.

Porter la voix des socialistes bretons

Arnaud Platel

Pour Arnaud Platel, secrétaire fédéral au Projet et au BREIS, les socialistes bretons doivent parler d'une seule voix pour participer à la « Renaissance » socialiste.

Cap Finistère : Nous célébrons ce mois-ci le 45^e anniversaire de la création du BREIS (11 septembre 1973).

Arnaud Platel : Oui. Il faut d'ailleurs rappeler que la date de sa création correspond à celle du coup d'État d'Augusto Pinochet au Chili et à la mort de Salvador Allende. À ce propos, François Mitterrand rappelle dans son livre « La Paille et le grain » avoir appris ces événements à son arrivée à Rennes pour participer justement à la célébration de la création du BREIS avec ses fondateurs comme Edmond Hervé, Charles Josselin, Francis Le Blé, Yves Le Foll et, bien sûr, Louis Le Pensec.

Cap Finistère : Alors que les unions régionales n'ont été officialisées que très récemment au PS, les Bretons étaient des précurseurs.

Arnaud Platel : Les Bretons sont précurseurs car ils ont très vite compris que pour peser face à Paris il était nécessaire de se rassembler et de faire nombre, et ce malgré les désaccords qui pouvaient exister entre les uns et les autres. D'autant plus dans une région, la Bretagne, où l'implantation des socialistes est l'histoire d'un travail long et patient. C'est le cas pour le BREIS en effet, mais c'est aussi le cas pour le Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB). Dans les deux situations, il a fallu s'allier, en dépit des divergences, pour défendre des intérêts qui ne l'étaient pas par Paris.

Cap Finistère : Aujourd'hui, quel rôle doit jouer le BREIS ?

Arnaud Platel : À l'heure où les socialistes semblent désunis et dans une situation délicate, le BREIS doit jouer un rôle à deux niveaux. Au niveau régional d'abord, en permettant de relancer la réflexion sur des sujets comme la décentralisation ou la place des cultures régionales en France. Longtemps les socialistes ont été précurseurs en la matière et faisaient figures de référence, en particulier dans le domaine de la décentralisation. Mais il faut bien reconnaître que nous avons besoin de nous remettre au travail. Il ne s'agit pas ici de volonté séparatiste mais de la défense de thèmes qui concernent les habitants dans leur quotidien. C'est le seul moyen de rapprocher les institutions et les responsables politiques des citoyens. Au niveau national ensuite, le BREIS, qui correspond à l'histoire de l'émergence de la gauche dans une région qui ne lui était historiquement pas acquise, est un formidable signe d'espoir et un pied-de-nez à l'égard de ceux qui nous voient morts et enterrés. C'est ainsi que la gauche bretonne doit éclairer de son expérience la « Renaissance » socialiste à l'échelle nationale.

Cap Finistère : Et la Loire-Atlantique ?

Arnaud Platel : Bien sûr que le BREIS a vocation à intégrer dans sa réflexion les militants de la Loire-Atlantique. Ce que l'État et la réforme territoriale n'ont pas su faire, les socialistes bretons le feront.



Concerts



Animations



Stands associatifs



Barbecue



Ateliers participatifs



Agenda

22 septembre

10h 00 : Commission électorale au local de Châteaulin.

29 septembre

10h 00 : Conseil fédéral Les Brigantines, chemin des sables à Trégunc.

Rias : dix ans déjà

S'il n'existait pas, il faudrait l'inventer. Le Festival des Rias a fêté son dixième anniversaire cette année et le succès ne se dément pas puisqu'il a encore attiré environ 60 000 personnes. Même s'il est assez difficile d'évaluer précisément le nombre de spectateurs pour des spectacles vivants qui se déroulent dans des sites souvent exceptionnels et originaux.

À l'origine, ce festival est né de la volonté de trois communes littorales, Moëlan-sur-Mer, Clohars-Carnoët et Riec-sur-Belon, dans la foulée des élections municipales de 2008. **« Nicolas Morvan, qui était maire de Moëlan-sur-Mer à l'époque, a joué un rôle déterminant »**, se souvient Anne Maréchal, conseillère départementale déléguée à la Culture.

Ces trois communes avaient la volonté d'offrir des spectacles à leurs habitants, à la fin de la période estivale. **« On ne savait pas ce que ça donnerait et la première année, environ 300 personnes ont répondu présentes »**. En partenariat avec le *Fourneau*, années après années, le festival s'est développé, le public s'est de plus en plus étoffé.

« Il s'agissait aussi de mettre en valeur des lieux peu connus mais remarquables », se souvient Anne Maréchal.

En 2012, le festival a franchi un cap en devenant intercommunal. Des trois communes de départ, on est passé à 16. **« Ce festival joue un rôle essentiel dans la cohésion du territoire »**, explique le président de Quimperlé communauté, Sébastien Miossec. Toutes les communes se mobilisent même celles qui n'accueillent pas de spectacles.

Chaque année la formule s'améliore. De gros efforts ont notamment été faits pour permettre aux personnes à mobilité réduite d'assister aux spectacles alors que la configuration des lieux de spectacles n'est pas toujours adaptée.



« L'organisation met aussi tout en œuvre pour permettre à des publics qui n'ont pas l'habitude d'assister à ce genre de spectacles, comme les personnes âgées ou des personnes en situation de



handicap, de venir », se félicite Anne Maréchal. Cette volonté d'ouvrir les spectacles au plus grand monde est d'ailleurs un leitmotiv des Rias qui se demande, chaque année, comment toucher des nouveaux spectateurs, comment les accueillir dans les meilleures conditions.

Malgré des contraintes budgétaires toujours plus fortes, élus et organisateurs s'attachent à offrir des spectacles de qualité. Et l'affluence, qui va crescendo montre que la programmation correspond aux attentes du public.

À l'issue du festival, élu.es, artistes et citoyens se sont retrouvés pour débattre à l'occasion d'une rencontre organisée par le *Fourneau*, la *Fédé Breizh* et la Fédération des Arts de la rue en Bretagne intitulée *« On s'accorde sensible »*.

Les artistes ont pu y faire part de leurs inquiétudes par rapport à la politique culturelle du gouvernement, mais aussi vis-à-vis des exigences de plus en plus drastiques en matière de sécurité. Sans nier les risques qui existent, ils demandent que la spécificité des spectacles de rue soit prise en compte.

« Nous portons l'idée de mettre en place un "1% culturel" pour les travaux publics », y a expliqué Fabienne Quémeneur de la *Fédé Breizh*. Une part des budgets de travaux publics serait consacrée à la création artistique. L'idée fait son chemin. L'an dernier à Rennes étaient organisées les rencontres inter-mondiales. **« Il s'agissait de faire se rencontrer des mondes qui s'ignorent, notamment les architectes et les artistes, mais aussi les professionnels du BTP ou les élu.es. Tous ces acteurs sont, à leur manière, créateurs ou utilisateurs de l'espace public mais il n'existe quasiment aucun espace où ils peuvent expliquer leur travail, leurs besoins, leurs envies ou leurs contraintes. Ces rencontres sont un premier pas, de manière à ce que l'espace public devienne un lieu partagé, où les arts et la culture auront toute leur place. »**

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1239 - Vendredi 21 septembre 2018
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directrice de la publication : Rachel NICOLAS

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

